

Dépêche n°162873

Paris, mercredi 22 février 2012, 18:04:45

Soazig Le Nevé

Ligne directe: 01 53 10 09 71

« Enfants de l'immigration, une chance pour l'école » ? Réflexions de la psychanalyste Marie-Rose Moro

« Et si la perspective pouvait changer ? Si on cessait de voir comme un problème la présence au sein de l'école française d'un nombre croissant d'enfants de l'immigration, qu'ils aient eux-mêmes migré, parfois seuls, ou bien qu'ils soient nés ici, chez eux, de parents venus d'ailleurs ? », interrogent Denis et Joanna Peiron (1), en introduction de leur ouvrage d'entretiens avec la psychanalyste Marie-Rose Moro, intitulé « Enfants de l'immigration, une chance pour l'école » à paraître jeudi 23 février 2012 (Bayard éditions). « Il ne faut pas hésiter à recourir à de la discrimination positive pour faire émerger de grandes figures issues de la diversité auxquelles les enfants de migrants pourront s'identifier », affirme la psychanalyste. Selon l'Insee, les immigrés et descendants d'immigrés de la première génération représentent aujourd'hui 11,8 millions de personnes, soit un cinquième de la population résidente en France.

« Beaucoup d'enfants de migrants sont placés dans une situation de vulnérabilité en raison de leur appartenance à une minorité culturelle qui n'est pas reconnue comme telle, pas valorisée. On ne prend pas suffisamment en compte le fait que le français peut constituer leur seconde langue. On nourrit à leur égard d'innombrables préjugés. On associe peu leurs parents au projet scolaire, alors qu'ils tiennent plus encore que les familles autochtones à la réussite de leurs enfants. » La France, en la matière, est « loin d'être exemplaire ». En moyenne, au sein de l'OCDE, « les élèves issus de l'immigration présentent en compréhension de l'écrit des scores inférieurs aux autres élèves, même lorsqu'on neutralise l'influence de leur milieu socio-économique. Mais cet écart est significativement plus fort chez nous que dans bien d'autres pays. Ainsi, au Canada, les élèves allochtones – qu'ils aient migré eux-mêmes ou qu'un de leurs parents au moins ait migré – font jeu égal avec les autochtones. En Australie, ils obtiennent même de meilleurs résultats qu'eux. Cela prouve bien que l'échec n'est pas une fatalité pour les enfants de migrants », relève Marie-Rose Moro.

« RÉUSSITE DES ASIATIQUES »

Ceux qui affichent les meilleurs résultats au bac ne sont pas les enfants d'autochtones (64,2 % de bacheliers) mais bien des jeunes issus de minorités culturelles, celles d'Asie du Sud-Est (66,8 %), précisent Joanna et Denis Peiron. « Un succès qui se confirme au-delà du lycée : 48 % des personnes âgées de 18 à 50 ans et dont au moins un parent est né dans cette région du monde sont diplômées du supérieur, contre 34 % pour l'ensemble des Français. Alors que sur une cohorte d'élèves entrés en 6e en 1995, seuls un tiers de ceux originaires de Turquie



"Enfants de l'immigration, une chance pour l'école", entretiens entre Marie-Rose Moro et les journalistes Denis et Joanna Peiron
D.R.

sont devenus bacheliers. Et qu'un peu plus de la moitié des enfants de migrants maghrébins, portugais et africains ont décroché ce diplôme. » D'après la psychanalyste, cette réussite « tient beaucoup au fait qu'il existe en France de vraies communautés asiatiques qui « permettent l'expression d'une forte solidarité et s'emploient à maintenir la langue maternelle, qui offre aux enfants une bonne base affective et cognitive sur laquelle ils peuvent développer leurs compétences en français et dans les autres matières ».

Ces résultats s'expliquent aussi « par une certaine représentation du travail et de la réussite individuelle ». Dans ces communautés, « les parents adoptent souvent des stratégies collectives », organisant « durant l'été des séjours de vacances au cours desquels des élèves de classes prépa ou de grandes écoles originaires eux aussi d'Asie du Sud-Est viennent aider leurs benjamins ». Il est alors « bénéfique » pour les élèves de pouvoir « s'identifier à des jeunes gens qui lui ressemblent et qui réalisent un très beau parcours scolaire ».

Mais si « de tels camps de vacances étaient envisagés pour des enfants originaires du Maghreb », « tout de suite on la soupçonnera de vouloir propager l'islamisme... », note Marie-Rose Moro. Ainsi, « oui, il existe des écarts de réussite entre groupes d'origines différentes » mais « le regard sélectif que nous portons sur ces différents groupes joue peut-être autant que leurs caractéristiques culturelles ».

VIOLENCE INSTITUTIONNELLE

La psychanalyste évoque « une violence institutionnelle de deux ordres » exercée sur ces enfants. D'une part, « une violence passive : ne pas reconnaître que la diversité linguistique et culturelle est un atout et un facteur de créativité, ne pas chercher à en tirer profit, individuellement comme collectivement. Tout cela renvoie aux enfants de migrants une image négative et empêche les plus vulnérables d'entre eux de se reconnaître en l'institution scolaire ». D'autre part, « une violence active, sous la forme de discriminations, au moment de l'orientation par exemple. Elle s'exprime aussi dans l'attitude adoptée vis-à-vis des parents, que l'on a tôt fait de disqualifier, alors qu'ils sont en général d'ardents défenseurs de l'école française ». D'autant que « les enseignants ont, pour la plupart, le sentiment de bien faire. Dans la mesure où on valorise une égalité de principe, ils s'efforcent de traiter tous leurs élèves de la même façon ».

En outre, soulignent les auteurs, « à ce jour, rares sont les dispositifs qui s'adressent spécifiquement aux enfants de migrants, à l'exception des classes d'accueil destinées aux primo-arrivants. Ça et là émergent des projets à la seule initiative d'enseignants motivés. Mais l'école, attachée au principe d'une égalité qui trop souvent demeure abstraite, ne développe aucune approche coordonnée ». D'autant que « tout en étant animée par les meilleures intentions du monde, elle s'enferme dans des idées reçues. Les enfants de migrants feraient baisser le niveau des classes. Ils seraient source de violence au sein des établissements. Ils devraient renoncer à la langue de leurs parents pour maîtriser le français et occulter leur histoire pour s'investir dans les apprentissages... »

« Pour peu que le bilinguisme soit encouragé et que l'attachement au pays d'origine cesse d'être interprété comme un manque de loyauté, les enfants de migrants pourraient montrer la voie à leurs camarades et les aider à développer des compétences linguistiques et interculturelles indispensables - y compris d'un point de vue professionnel - dans un monde qui est et sera de plus en plus ouvert. »

« POPULATION POTENTIELLEMENT MUSULMANES »

« Peut-on dire que les immigrés d'aujourd'hui sont plus éloignés de la culture française que ceux d'hier ? Qu'ils éprouvent plus de difficultés à trouver leur place en France ? », interrogent Joanna et Denis Peiron alors qu'en 1982, les trois premiers pays d'origine étaient, dans l'ordre, l'Espagne (18,4 % des migrants), le Portugal (15,8 %) et l'Algérie (14,8 %) et qu'en 2005, l'Algérie arrive en tête (13,7 %), devant le Maroc (12,6 %) et le Portugal (11,5 %). Dans un même temps, le pourcentage de Sénégalais parmi les immigrés a été multiplié par deux. Le

nombre de Chinois est passé de 6 000 à 64 000. Marie-Rose Moro observe aujourd'hui « une forte discrimination à l'égard des populations originaires soit du Maghreb, soit d'Afrique noire, et dont on considère qu'elles sont potentiellement musulmanes. On projette sur elles et en particulier sur leurs enfants des représentations relativement proches de celles qui, dans la France des années 1940 et 1950, visaient les immigrations polonaise ou italienne, qui étaient, elles, catholiques ».

Pour autant, « il n'est généralement pas possible pour un professeur de devenir un spécialiste de toutes les aires représentées dans sa classe » et « ce n'est pas nécessaire », selon la psychanalyste. « Cela pourrait même présenter un danger, celui d'enfermer les élèves et leurs parents dans leurs affiliations culturelles, alors qu'elles ne forment qu'un aspect de leur identité, plus ou moins important suivant les personnes et les contextes. »

Mais « ce que l'on n'a pas appris à la maison avec ses parents, il faut pouvoir l'apprendre à l'école », ce qui suppose « des classes réduites et des enseignants formés et motivés, qui soient soutenus par des équipes pluridisciplinaires et qui mettent en place des méthodes différenciées, individualisées, dans le cadre d'un vrai projet pédagogique ».

« LES ENSEIGNANTS N'ONT PAS RENONCÉ »

« Les enseignants, globalement, n'ont pas renoncé à bien s'occuper des enfants de migrants ». Pour autant, Marie-Rose Moro « observe dans le monde enseignant un manque d'enthousiasme. Il y a encore quelques décennies, ce milieu était porté par l'idéal d'une intégration absolue et rapide : en l'espace d'une génération, l'école, croyait-on, était capable de faire des enfants de migrants de petits Français avec la même langue, la même histoire, les mêmes références que les autres. Cet idéal était évidemment une illusion, critiquable notamment d'un point de vue psychologique, parce qu'on ne fonctionne pas par effacement mais par transformation, par métissage ». Or, « ce modèle d'intégration un peu naïve, qui fait fi de la complexité de l'être humain, ne me semble plus tenir » et « on sent donc une forme de déception dans le monde enseignant. Il reste à trouver un nouveau modèle consensuel. La notion de multiculturalisme n'est pas suffisamment acceptée pour que l'école s'investisse dans la construction d'une société multiculturelle ».

« La mission première de l'école est de permettre aux enfants d'accéder avec plaisir et bonheur aux savoirs, et de la sorte, de leur donner un surcroît de liberté. Parce qu'ils entretiennent un rapport harmonieux aux apprentissages, ils auront envie de s'inscrire et de s'investir dans le monde français. Il est essentiel de garder à l'esprit cette hiérarchie des objectifs », insiste la psychanalyste.

(1) Denis Peiron est chef du service Société, en charge de l'éducation au journal « La Croix » et Joanna Peiron est journaliste spécialisée en sciences humaines, essayiste et formatrice.

Marie-Rose Moro est pédopsychiatre, psychanalyste. Chef de file de l'ethnopsychanalyse et de la psychiatrie transculturelle en France, psychiatre au sein de l'ONG Médecins sans frontières.

Dépêche n° 162873 © Copyright AEF - 1998/2012

Conformément au code sur la propriété intellectuelle, toute reproduction ou transmission, de cette dépêche est strictement interdite, sauf accord formel de AEF.